



Déclaration de la CGT Educ'action 92 au CTSD du 17/06/21

Madame la directrice académique,

Ce comité technique coïncide avec, à la fois, le début et la fin des épreuves écrites du baccalauréat général et technologique. Celles-ci ne sont pas encore passées que des voix, dont celle de Pierre Mathiot, s'élèvent pour augmenter la part du contrôle continu intégral pour les prochaines sessions du bac. Dans ce domaine comme dans d'autres, la crise sanitaire a créé un effet d'aubaine certain. L'idée d'un large contrôle continu avec très peu d'épreuves nationales était du reste le projet initial du gouvernement, les E3C devenues EC ayant manifestement été créées et organisées de telle sorte que tout le monde finisse par souhaiter leur suppression. Ce que le ministère fait semblant d'ignorer c'est que la volonté largement majoritaire, qui est notamment celle de la CGT Educ'action, c'est le retour à des épreuves nationales et terminales.

Le bac général et technologique n'est pas le seul sujet sur lequel M. Blanquer n'écoute pas les organisations syndicales. C'est aussi le cas de la rémunération des personnels. La revalorisation « historique » qui devait sortir du Grenelle se traduit en fait par une prime de quelques dizaines d'euros pour les enseignant-es en début de carrière. La nouvelle revalorisation pour 2022 que le ministre a récemment annoncée consistera a priori en une prime similaire dont les modalités d'attribution ne sont pas encore fixées. On est bien loin de l'augmentation indiciaire de 400€ pour tou-te-s que revendique la CGT Educ'action. De plus, le ministre entend lier l'octroi de ces primes à des modifications dans les missions des personnels et dans la gestion des ressources humaines. Dans l'académie de Versailles, la feuille de route présentée par Mme Avenel ne va, là non plus, pas dans le sens des revendications de la CGT Educ'action.

Ce CTSD est aussi le dernier concernant le second degré avant la rentrée de septembre. Celle-ci se fera sous le signe de la réduction des moyens d'enseignement et des suppressions de postes. Cela est inacceptable, en particulier après la période que l'on a connue qui a eu des effets délétères sur l'apprentissage des élèves. Des personnels et parents d'élèves se sont mobilisés récemment contre ces baisses de moyens, notamment à Bagneux avec la manifestation du 29 mai ou à Nanterre avec le rassemblement mardi dernier devant la DSDEN, organisé par les personnels du lycée Joliot-Curie et du collège Evariste Galois. Quelle réponse apportez-vous, madame la directrice académique, à la demande de révision de la DHG formulée par ces personnels, les parents d'élèves et soutenue par les élus locaux ?

En ce qui concerne les moyens en assistance éducative pour la rentrée prochaine dans les Hauts-de-Seine, ils sont une autre illustration des choix politiques du gouvernement en matière d'éducation. Alors qu'un millier d'élèves supplémentaires sont prévus dans le département par rapport à la rentrée scolaire 2020, les moyens restent constants. Chaque année nous alertons pourtant sur le manque de moyens généralisé, en mettant aussi en exergue quelques situations particulières et/ou représentatives, mais il semble que nos interventions soient oubliées aussitôt refermées la porte de la salle Renoir ou la fenêtre de la visioconférence. Nous persisterons malgré tout à remettre un peu de vécu des personnels au milieu de ces colonnes de chiffres. Nous alertons ainsi pour la troisième année consécutive sur la situation du LP Monod d'Antony dont les locaux, partagés avec l'INSPE et comportant de nombreuses entrées, induisent un problème de sécurité. Les personnels de ce lycée ont fait grève en début d'année et ont sollicité la direction

académique pour avoir des moyens supplémentaires en vie scolaire. Nous alertons également sur la situation des établissements qui ont vu leurs effectifs augmenter fortement ces dernières années sans que des moyens supplémentaires n'aient été débloqués. Pire, l'encadrement et l'accompagnement des élèves se sont dégradés du fait de la suppression des CUI en 2018. C'est le cas notamment au collège La Paix d'Issy-les-Moulineaux, qui a vu sa capacité d'accueil augmenter de 200 places à la rentrée 2020 et ses effectifs bondir du fait de la construction de l'éco-quartier du Fort d'Issy et d'une nouvelle sectorisation. Trois CUI à 20h hebdomadaires chacun avaient été créés en 2016 et leur suppression n'a pas été compensée. Les AED se sont mis en grève pour protester contre cette situation. Nous pouvons aussi citer la situation du collège Jean Perrin de Nanterre, dont les personnels vous ont aussi alerté sur la hausse des effectifs sans moyens supplémentaires et sans que la suppression des trois CUI ne soient compensés.

Ces exemples de manque de moyens sont loin d'être exhaustifs, il est nécessaire que l'enveloppe globale soit revue à la hausse. C'est une des revendications des AED qui se sont mobilisés cette année. En l'état, la CGT Educ'action 92 votera contre le projet de répartition des moyens en assistance éducative.